

13 Mars 2025

COMMUNIQUE PUBLIÉ À L'OCCASION DE LA 3E RENCONTRE RÉGIONALE ANNUELLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU RÉSEAU DE SOLIDARITÉ POUR LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE DE L'OUEST (WADEMOS) SUR LE THÈME : « TIRER PARTI DU MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ POUR DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE DE L'OUEST : DÉFIS, LEÇONS APPRISSES ET PERSPECTIVES »

Introduction

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie de l'Afrique de l'Ouest (WADEMOS) a tenu sa 3e réunion régionale annuelle à Accra, au Ghana, du 3 au 4 mars 2025. La réunion de cette année, sur le thème « **Tirer parti du mouvement de solidarité pour la défense de la démocratie en Afrique de l'Ouest : défis, leçons apprises et perspectives** », a mobilisé des participants d'organisations de la société civile et d'autres formations civiques de tous les pays de la région de la CEDEAO. Des représentants de la Commission de la CEDEAO étaient également présents. La conférence de deux jours a débattu de l'état de la démocratie en Afrique de l'Ouest et de l'avenir du multilatéralisme en mettant l'accent sur la CEDEAO et son programme de réformes, l'évolution de la société civile et de l'espace civique dans les États du Sahel et en Afrique de l'Ouest, et le potentiel de renforcement de la solidarité démocratique et de la résilience dans la région face aux menaces croissantes.

L'Afrique de l'Ouest continue de faire face à des défis qui non seulement menacent la stabilité et la sécurité de la région, mais compromettent également les efforts et les acquis réalisés au cours des cinq dernières décennies dans le domaine de l'intégration économique et politique. Les participants à la conférence ont exprimé leur profond mécontentement face à la situation alarmante au Togo, en Guinée-Bissau, en Guinée Conakry, en Gambie et en Côte d'Ivoire, qui sont confrontés à des défis importants pour leurs systèmes démocratiques, des évolutions qui contribuent à la tendance plus large au recul démocratique et à la fragmentation de la région résultant du retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO :

- Au Togo, les récents changements constitutionnels imposés par le régime de Faure Gnassingbé ont été vivement condamnés par les groupes de la société civile, qui les ont qualifiés de « coup d'État constitutionnel » visant à contourner la limitation du nombre de mandats présidentiels. Ces modifications ont été adoptées à la hâte par les législateurs quelques jours seulement avant les élections législatives cruciales prévues pour le 29 avril 2024, en violation flagrante du Protocole de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Técnicos de Comunicação (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

- En Guinée-Bissau, le paysage politique est tout aussi préoccupant. Le comportement de plus en plus autoritaire du président Umaro Sissoco Embaló contrevient à l'engagement du pays envers les principes démocratiques. Son maintien au pouvoir et la dissolution du Parlement le lundi 4 décembre 2023, exécutées sans tenir compte des délais constitutionnels pour de nouvelles élections, soulignent un mépris alarmant des normes démocratiques et alimentent les inquiétudes quant à l'avenir de la gouvernance dans le pays.
- En Guinée Conakry, la situation politique est complexe et marquée par l'instabilité depuis le coup d'État militaire de septembre 2021. Les perspectives d'élections sont incertaines, avec la junte militaire, dirigée par le colonel Mamady Doumbouya, ayant reporté à plusieurs reprises les élections. Initialement promises à décembre 2024, les élections ont été reportées à 2025, ce qui suscite des inquiétudes quant à la transition démocratique du pays.
- La Gambie est confrontée à ses propres défis liés à la réforme constitutionnelle et à l'adoption d'une limitation du nombre de mandats présidentiels. Le refus délibéré d'établir une nouvelle constitution avec des limites claires du nombre de mandats crée un climat d'incertitude à l'approche des élections présidentielles de 2026.
- L'environnement politique en Côte d'Ivoire reste tendu, alors que le pays se prépare aux élections de 2025. La candidature du président Alassane Ouattara à un quatrième mandat suscite une appréhension croissante. Son renversement brutal de sa décision antérieure de ne pas se représenter aux élections suscite de graves inquiétudes quant aux perspectives de paix et de stabilité dans le pays.
- La CEDEAO, autrefois remarquable parmi les CER africaines pour ses succès dans la promotion de la démocratisation dans sa région, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins, confrontée à de nombreux défis qui menacent sa cohésion interne, déclenchant une demande croissante de réformes structurelles et institutionnelles.

Résolutions

Les participants ont résolu ce qui suit :

1. Nous reconnaissons les avancées réalisées dans la région, notamment les récentes élections au Sénégal, qui ont marqué une étape importante, le président Macky Sall ayant quitté ses fonctions après son second mandat limité par la Constitution, ouvrant la voie à un nouveau dirigeant. D'autres pays de la région ont également fait des progrès dans la consolidation de la démocratie. Le Nigéria, le

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Libéria et le Ghana ont démontré leur engagement envers les principes démocratiques en procédant à des transferts de pouvoir pacifiques.

2. Nous reconnaissons qu'au cours de la dernière décennie, le soutien à la démocratie a diminué et l'opposition au régime militaire s'est affaiblie, mais il existe une demande croissante de responsabilité gouvernementale et d'État de droit, et le soutien aux normes démocratiques telles que les élections et la limitation des mandats est resté stable. En moyenne, le soutien à la démocratie reste élevé dans la région de la CEDEAO. Nous avons décidé de travailler en collaboration au-delà des frontières et dans la solidarité pour soutenir la consolidation de la démocratie dans la région, en mettant l'accent sur l'AES, le Togo, la Guinée-Bissau et la Guinée Conakry. En Gambie, nous saluons les efforts déployés dans le cadre du processus d'amendement de la constitution et appelons tous les acteurs à parvenir à un consensus sur l'adoption d'une nouvelle constitution pour les Gambiens qui respecte la limitation des mandats. En Côte d'Ivoire, nous exhortons le président Alassane Ouattara à réaffirmer sa décision et à ne pas se représenter une quatrième fois.
3. Alors que l'AES et la CEDEAO s'éloignent, le maintien du dialogue et la coordination des politiques de sécurité et de développement sont essentiels pour préserver les intérêts des citoyens ouest-africains, qui sont liés par la parenté, l'histoire et la culture. La stabilité et la prospérité économique de la région exigent que la CEDEAO et l'AES adoptent une approche pragmatique et flexible. Nous exhortons la CEDEAO et l'AES à donner la priorité à un cadre commun au cours de la période de transition de 6 mois qui préserve la sécurité et la libre circulation des personnes et des biens dans la région pour assurer la paix et la stabilité.
4. Nous reconnaissons le déclin de l'espace civique, en particulier au Sahel, et la fragmentation de la société civile due aux nouveaux médias et à la montée des mouvements de la société civile fantôme. Nous notons avec inquiétude la manipulation et l'ingérence croissantes de l'information étrangère, la désinformation et la désinformation ciblées, et nous nous engageons donc à apporter notre soutien à la lutte contre le désordre de l'information en Afrique de l'Ouest, en particulier au Sahel, en soutenant les efforts visant à promouvoir la résilience et la manipulation numériques et à améliorer l'intégrité de l'information nécessaire à la participation active et significative des citoyens à une démocratie.

Nous souhaitons également engager la CEDEAO dans l'élaboration d'un cadre politique régional pour guider les pays membres de la CEDEAO dans la lutte contre la désinformation et la répression numérique en Afrique de l'Ouest. En outre, nous avons décidé de parvenir à un consensus sur les principales approches et

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

stratégies de transformation visant à renforcer le plaidoyer et l'activisme des OSC, des mouvements sociaux et des autres acteurs pro-démocratie de la région, tout en renforçant les initiatives de solidarité de WADEMOS en Afrique de l'Ouest et au-delà.

5. Reconnaisant l'évolution du paysage de l'aide et du développement, en particulier les coupes budgétaires et la diminution du financement accordé au secteur de la société civile par l'architecture traditionnelle de l'aide, les OSC de la région ont convenu d'explorer un module d'aide autofinancé pour soutenir les ONG/OSC, et de diversifier et de développer des modèles et/ou des structures de financement appropriés. En outre, nous avons décidé de renforcer la collaboration en impliquant d'autres partenaires extérieurs, tels que le monde des affaires et le secteur privé, y compris les sociétés transnationales qui s'intéressent aux questions de la société civile. Nous avons également convenu d'élaborer un cadre opérationnel qui transcende les projets traditionnels ou l'aide des donateurs en privilégiant une approche centrée sur les personnes, en veillant à ce que nos activités trouvent un écho auprès du public et en encourageant l'investissement même en l'absence de financement international.
6. Prenant note de l'évolution de la dynamique politique et sécuritaire régionale et mondiale, des rivalités géopolitiques et géostratégiques et de l'émergence d'un ordre multipolaire, nous avons jugé pertinent de tirer parti de la solidarité et de contribuer à la constitution d'un Conseil économique et social de la CEDEAO (ECOSOC), dans la perspective de la CEDEAO des peuples. Nous saluons donc la volonté de la CEDEAO de convoquer un Sommet spécial sur l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Nous avons décidé de développer une position de la société civile sur les réformes de la CEDEAO et de soutenir la réalisation de la CEDEAO par le peuple, reconnaissant que la CEDEAO se trouve effectivement à un tournant critique et que des réformes sont nécessaires pour empêcher sa désintégration potentielle. Les participants ont en outre appelé à l'adoption de comités de surveillance de la CEDEAO au sein des parlements au niveau national pour améliorer la communication des protocoles au Parlement de la CEDEAO. Cela permettra également de débattre des résolutions du Parlement de la CEDEAO au sein des parlements nationaux et de renforcer sa légitimité et sa convergence avec l'exécutif qui, au fil du temps, a dominé les organes de prise de décision de la CEDEAO et exerce une influence écrasante.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Conclusion

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à de nombreux défis qui menacent ses fondements mêmes. Les prises de pouvoir par l'armée, les violations des droits de l'homme, les restrictions de l'espace civique et la désinformation, les violations des limites du nombre de mandats présidentiels et le mécontentement de la population à l'égard de la gouvernance dans la région érodent la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques. La sous-région ouest-africaine peine à progresser sur la voie démocratique en raison de la présence de gouvernements dirigés par des militaires, de l'insécurité, des pressions géopolitiques et d'une mauvaise gouvernance caractérisée par une gouvernance économique défaillante, la corruption et le chômage des jeunes. Alors que la CEDEAO approche de son cinquantième anniversaire, elle est aux prises avec des changements et des tensions idéologiques et une menace existentielle non seulement pour sa crédibilité mais aussi pour l'objectif fondamental de l'intégration régionale. Le retrait officiel du Burkina Faso, du Mali et du Niger du bloc régional a suscité des inquiétudes quant à l'avenir de l'intégration en Afrique de l'Ouest et souligne l'état précaire des transitions démocratiques dans la région.

Conscients de ces défis, les participants ont décidé d'approfondir la coopération transfrontalière et ont exprimé leur soutien et leur coopération aux processus de démocratisation, de paix et de sécurité dans la région. Nous appelons les gouvernements, la CEDEAO, la société civile et les médias, le secteur privé et le monde des affaires, la jeunesse et toutes les parties prenantes à s'engager à redresser la situation calamiteuse de la région et à éviter tout nouveau déclin.

Appréciation

Les participants à la 3ème réunion régionale annuelle ont exprimé leur profonde gratitude à l'Agence suédoise de développement international pour le généreux soutien apporté à WADEMOS. Les participants ont également remercié la Commission des Affaires politiques, de la paix et de la sécurité de la CEDEAO pour sa participation aux discussions. WADEMOS exprime également sa plus profonde gratitude à toutes les organisations, participants et experts qui ont assisté à la conférence, en particulier au président, à l'orateur principal, aux partenaires au développement et aux parties prenantes qui ont délivré des messages de bonne volonté, aux modérateurs, aux intervenants et aux panélistes. Voir ci-dessous la liste complète des organisations qui ont participé à la conférence.

-Fin-

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Signé:

Représentants des organisations de la société civile de toute l'Afrique de l'Ouest

À propos de WADEMOS

WADEMOS est un réseau indépendant et non partisan d'organisations de la société civile et de groupes civiques nationaux et transnationaux divers qui œuvrent à la promotion et à la défense de la démocratie, de la bonne gouvernance et du développement inclusif dans la région de l'Afrique de l'Ouest. WADEMOS mobilise, coordonne et exploite la voix et le pouvoir collectifs de la société civile et d'autres acteurs, ressources et opportunités pro-démocratie dans la région de l'Afrique de l'Ouest pour faire avancer sa mission. WADEMOS compte actuellement 47 membres répartis dans toute l'Afrique de l'Ouest. Le Secrétariat de WADEMOS est basé à Accra, au Ghana.

Pour plus d'informations et pour des interviews avec les médias, veuillez contacter :

Nom : Jonas Eledi

Fonction : Chargée de communication et des plateformes numériques

Courriel : j.eledi@wademosnetwork.org

Numéro de téléphone : +233 26 373 5330

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Convocation des participants

- Dr. Ibrahima Kane, Regional Integration Expert
- Amb. Napoleon Abdulai, Retired Diplomat and Ghana's Former Ambassador to Mali
- ECOWAS Commission
- Peace Research Institute, Frankfurt, Germany
- Afrobarometer – Regional
- West Africa Elections Observers Network (WAEON)
- Africa Governance Institute
- FactSpace, West Africa - Ghana
- Center for Democratic Development (CDD-Ghana)
- AfrikaJom - Senegal
- GIZ - Ghana
- West Africa Civil Society Institute (WACSI) – Regional / Ghana
- Réseau des Femmes Leaders pour le Développement - Benin
- Le Balai citoyen – Burkina Faso
- Forum Cabo-Verdiano da Sociedade Civil – Cape Verde
- Centre de Recherche Politique d'Abidjan – Ivory Coast
- Gender Center for Empowering Development (GenCED) - Ghana
- Media Foundation for West Africa – Ghana
- West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) - Ghana
- Institute for Democratic Governance (IDEG) - Ghana
- Center for Research and Policy Development (CRPD) – The Gambia
- Peace Hub - The Gambia
- Citoyen pour la Paix et la Justice (CPJ Guinea) - Guinea
- Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC) – Guinea Bissau
- Center for Democratic Governance (CDG) - Liberia
- Coalition for Citizen Observation of Elections in Mali (COCEM) – Mali
- Institute of Security Studies Africa (ISS Africa) – Mali
- Sahel Institute - Mali
- Femmes, Actions et Développement (FAD) - Niger
- Women in Politics Forum – Nigeria
- Center for Democracy and Development West Africa (CDD-West Africa) - Nigeria
- Transition Monitoring Group (TMG) – Nigeria
- Africivistes – Senegal
- Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) – Senegal
- National Election Watch (NEW) – Sierra Leone
- Campaign for Good Governance (CGG) – Sierra Leone
- Clinique d'Expertise Juridique et social (CEJUS) – Togo
- Front Togo Debout - Togo
- Tournons la Page – Togo
- IDEAL Afrique

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Développement Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA) | West Africa Civil Society Institute (WACSI) | WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa (CDD-West Africa), Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso | Africtivistes, Senegal | Sindicato de Jornalistas e Tecnicos de Comunicacao (SINJOTEC), Guinea-Bissau | Association Femmes Leadership et Development Durable (AFLED), Mali | Network of Women Leaders for Development (RFLD), Benin